



## Message 2021-CE-185

15 juin 2021

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la date d'entrée en fonction des membres du Conseil d'Etat et des préfets

#### *En bref*

*Le présent projet donne une suite directe à la motion 2021-GC-53, qui propose de repousser l'entrée en fonction des membres du Conseil d'Etat au premier janvier suivant l'élection générale. Il contient également des propositions complémentaires qui concernent essentiellement cette phase de transition entre deux législatures (procédure de répartition des Directions suite à une élection, entrée en fonction des préfets, introduction d'une possibilité de découplage entre l'adoption du programme de législature et du plan financier).*

## 1. En général

### 1.1. Le contenu de la motion

Par motion déposée et développée le 26 mars 2021 (2021-GC-53), les Députés Nicolas Bürgisser et Chantal Pythoud-Gaillard proposent de modifier la règle selon laquelle les membres du Conseil d'Etat entrent en fonction dès leur assermentation. Cette règle crée, selon eux, des difficultés en raison du peu de temps qu'elle accorde pour assurer la transition. Ils proposent dès lors d'adapter la législation cantonale de manière que le mandat des membres du Conseil d'Etat débute le 1<sup>er</sup> janvier suivant l'élection générale et s'achève le 31 décembre suivant l'élection générale suivante.

### 1.2. Les travaux

Considérant que la question de la fin du mandat de ses membres fait l'objet de débats pratiquement à chaque législature, que la solution retenue à l'article 11 LOCEA a été plusieurs fois critiquée et que le renvoi au 1<sup>er</sup> janvier de l'entrée en fonction des membres du Conseil d'Etat faciliterait effectivement la transition, le Conseil d'Etat est favorable à la motion. Il propose de régler la question de la même manière pour les préfets. Afin que le changement proposé puisse entrer en vigueur rapidement et s'appliquer déjà au prochain changement de législature, il propose d'y donner une suite directe.

Le projet traite également certaines questions interdépendantes et liées à la transition entre deux législatures, à savoir la date d'entrée en fonction des préfets, le moment de l'adoption du programme gouvernemental et du plan financier et la procédure de répartition des Directions à la suite d'une élection. Sa rédaction a été confiée au Service de législation. Les délais à respecter pour qu'il puisse être adopté à temps ont empêché sa mise en consultation. Sur la question qui concerne les préfets, une prise de position a toutefois été demandée à leur Conférence, qui a accueilli favorablement la solution proposée.

### 1.3. Eléments essentiels du projet

Le projet modifie la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA; RSF 122.0.1), la loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques (LEDP; RSF 115.1) et la loi du 20 novembre 1975 sur les préfets (RSF 122.3.1). Sur le fond, outre le fait qu'il donne une suite directe à la motion 2021-GC-53, il traite les questions complémentaires suivantes:

- > Il règle expressément la question de la date d'entrée en fonction des préfets de la même manière que pour les membres du Conseil d'Etat. Actuellement, la législation ne prévoit rien à ce sujet. Il est toutefois important que cette question soit réglée clairement, en particulier pour qu'il n'y ait pas de doute lors de la période de transition sur la responsabilité en matière de maintien de l'ordre public.
- > Il supprime le principe selon lequel l'adoption du programme gouvernemental et du plan financier de législature doit se faire simultanément afin de donner plus de flexibilité aux futurs gouvernements pour une communication rapide des intentions stratégiques du Conseil d'Etat au début de la législature.
- > Il formalise dans la LOCEA la procédure qui permet de répartir les Directions entre les membres du Conseil d'Etat à la suite d'une élection. Comme cette répartition se discute dès l'élection alors même que les membres ne sont pas encore en fonction, il convient de préciser les règles applicables en la matière.

## 1.4. Conséquences du projet

Le projet n'entraîne aucune conséquence financière ou en matière de personnel.

Il n'a en outre manifestement aucun lien ni avec les questions de développement durable ni avec la répartition des tâches Etat-Communes.

Il est également conforme au droit supérieur. Ni le droit fédéral ni le droit européen ne sont concernés par ces questions. En outre, la Constitution cantonale se limite à fixer des règles sur la durée générale de la législature et le nombre de mandats des membres du Conseil d'Etat (art. 106 al. 3 Cst. cant.), mais ne traite pas du tout la question de l'entrée en fonction des membres des autorités, ni celle de l'organisation de l'administration en Directions; elle laisse donc toute latitude au législateur pour les régler. Enfin, les articles 101 et 112 Cst. cant. traitent certes conjointement les questions liées au programme de législature et au plan financier, mais ils n'exigent pas expressément la simultanéité.

## 2. Commentaire des dispositions

### 2.1. Modifications de la LOCEA

#### *Article 3*

Actuellement, l'article 3 al. 1 let. b prévoit que le Conseil d'Etat «planifie les activités de l'Etat, notamment en adoptant simultanément un programme gouvernemental et un plan financier de législature qu'il transmet au Grand Conseil pour que celui-ci en prenne acte». Lors des précédentes législatures, le Conseil d'Etat transmettait son programme gouvernemental et plan financier vers la fin de la première année de la législature, après l'adoption du budget de la deuxième année.

Il n'est naturellement nullement question pour le Conseil d'Etat de découpler les priorités politiques de la législature des possibilités financières de l'Etat. Les travaux d'élaboration du programme gouvernemental et du plan financier continueront d'être menés de manière étroitement liée. Le Gouvernement estime cependant qu'il serait stratégiquement opportun de communiquer plus tôt ses intentions politiques pour la législature, si possible durant le premier semestre de la première année.

Pour atteindre cet objectif, il faut avoir la possibilité de procéder en deux temps: d'abord un programme gouvernemental accompagné des grandes lignes et des objectifs du plan financier, qui pourraient être transmis au Grand Conseil, par exemple lors de la session de juin; puis dans un deuxième temps le plan financier lui-même. Le projet propose dès lors de supprimer le terme «simultanément».

A noter que la suppression du mot «simultanément» ne signifie pas automatiquement qu'il sera procédé comme proposé dans les lignes qui précèdent. Mais cette suppression conférera plus de flexibilité au Conseil d'Etat, qui pourra s'il le souhaite, décider d'adopter et de communiquer plus tôt ses intentions pour la législature sans être obligé d'avoir adopté à moment-là la version définitive du plan financier.

#### *Article 11*

L'art. 11 al. 2 est modifié pour faire coïncider l'entrée en fonction des membres du Conseil d'Etat avec le premier jour du mois suivant leur assermentation. Cette règle s'appliquera en premier lieu pour l'entrée en fonction du nouveau Conseil d'Etat, qui fait suite à une élection générale; cela signifie un report de cette entrée en fonction au 1<sup>er</sup> janvier de la première année de la législature, et donc par rapport à la situation actuelle une période de transition prolongée d'environ deux, parfois trois semaines. Mais la règle s'appliquera également pour l'entrée en fonction en cours de législature, en cas d'élection complémentaire; ainsi, la situation est clarifiée de manière globale et on évite toute discussion sur cette question.

#### *Article 47*

Le titre médian de l'art. 47 est modifié puisqu'un nouvel article consacré à la même thématique est ajouté à sa suite. L'art. 47 s'applique à toutes les situations de répartition, qu'elles découlent d'une élection ou d'un autre évènement. Le contenu matériel de l'article n'est pas modifié.

#### *Article 47a*

Un nouvel article est ajouté pour prévoir expressément le déroulement de la procédure de répartition des Directions à la suite d'une élection.

En pratique, la répartition des Directions a généralement lieu directement à la suite de l'élection, alors même que les membres nouvellement élus ne sont pas encore en fonction. Pour que cette manière de faire ne pose pas de problèmes, le projet prévoit des dispositions spécifiques qui s'inspirent en partie de la législation genevoise et qui utilisent en outre la notion de «Conseil d'Etat nouvellement constitué»: elle désigne le Conseil d'Etat dans sa nouvelle composition telle qu'elle résulte de l'élection mais qui n'est pas encore en fonction.

L'alinéa 1 prévoit que les membres du Conseil d'Etat nouvellement constitué se réunissent à bref délai pour organiser la répartition. En cas d'élection générale, il s'agit du nouveau Conseil d'Etat; en cas d'élection partielle, il s'agit du Conseil d'Etat en fonction dont sont bien entendu exclus le ou les membres sortants mais auquel viennent s'ajouter le ou les membres nouvellement élus. Ils disposent à cet effet de l'assistance de la Chancellerie d'Etat.

L'alinéa 2 règle la question de la présidence des discussions de reconstitution suite à une élection générale. Il prévoit que cette présidence est exercée par le vice-président ou la vice-présidente en fonction, à condition qu'il ou elle ait été réélu-e. Cette règle se base sur le fait que ce membre deviendra le président ou la présidente dès l'entrée en fonction du Conseil d'Etat et qu'il se justifie donc que ce soit lui ou elle qui préside la répartition.

L'alinéa 3 prévoit que, lorsque la répartition fait suite à une élection complémentaire, la présidence des discussions de reconstitution est régie par les règles ordinaires. C'est donc en principe le président ou la présidente du Conseil d'Etat qui préside la discussion; mais ce sera le vice-président ou la vice-présidente dans le cas où la vacance à la source de l'élection complémentaire concerne le siège du président ou de la présidente, et le doyen ou la doyenne de fonction dans le cas où la vacance à la source de l'élection complémentaire concerne à la fois le siège du président ou de la présidente et celui du vice-président ou de la vice-présidente.

L'alinéa 4 précise que la répartition est arrêtée formellement après la prise de fonction du Conseil d'Etat nouvellement constitué mais qu'elle peut être communiquée au public dès qu'elle est connue. Cela a pour but de faciliter la transparence.

## 2.2. Modification de la LEDP

La rédaction de l'art. 94 al. 5 LEDP est modifiée afin de clarifier la portée de cette disposition. Cet alinéa conditionne la prise de fonction des personnes élues au fait qu'elles aient été assermentées mais ne dispose pas que les personnes élues entrent en fonction au moment de leur assermentation. La question du moment de l'entrée en fonction relève de la législation spéciale. Celle-ci règle la question expressément pour les membres du Grand Conseil (art. 47 al. 1 de la loi sur le Grand Conseil), pour les membres du Conseil d'Etat (cf. ci-dessus), pour les membres des conseils communaux (art. 57 al. 4 de la loi sur les communes) et à l'avenir aussi pour les préfets (cf. ci-dessous).

## 2.3. Modification de la loi sur les préfets

L'art. 4 al. 1 de la loi est modifié pour préciser que le préfet est assermenté par le Conseil d'Etat *dès que le Grand Conseil a validé son élection*. Cette précision doit se lire conjointement avec le nouvel alinéa 1a qui dispose que le préfet entre en fonction le premier jour du mois suivant son assermentation.

En effet, il convient de s'assurer, pour le cas des élections générales, que le préfet entre bien en fonction le premier janvier qui suit, en même temps que le Conseil d'Etat nouvellement élu. Il est donc nécessaire de préciser le moment de l'assermentation des préfets, précision ne figurant actuellement pas dans la législation.

Il découle de l'art. 4 al. 1 dans sa nouvelle teneur que c'est nécessairement le Conseil d'Etat en fonction jusqu'au 31 décembre qui devra procéder à cette assermentation puisque le Conseil d'Etat nouvellement constitué ne sera pas encore en fonction. Cela représente un changement de pratique et un petit inconvénient sur le plan symbolique, comme l'a relevé la Conférence des préfets. En pratique toutefois, rien n'empêchera le Conseil d'Etat sortant d'inviter les membres du Conseil d'Etat nouvellement élus à cette cérémonie.



## Botschaft 2021-CE-185

15. Juni 2021

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf zur Änderung des Datums des Amtsantritts der Mitglieder des Staatsrates und der Oberamtmänner

#### *In Kürze*

*Mit diesem Entwurf wird der Motion 2021-GC-53, mit der vorgeschlagen wird, das Datum des Amtsantritts der Mitglieder des Staatsrats auf den ersten Januar nach den allgemeinen Wahlen zu verschieben, direkte Folge gegeben. Er enthält auch zusätzliche Anträge, die im Wesentlichen diese Übergangsphase zwischen zwei Legislaturperioden betreffen (Verfahren für die Verteilung der Direktionen nach einer Wahl, Amtsantritt der Oberamtmänner, Einführung einer Möglichkeit zur Entkopplung der Verabschiedung von Regierungsprogramm und Finanzplan).*

## 1. Im Allgemeinen

### 1.1. Inhalt der Motion

In einer am 26. März 2021 eingereichten und begründeten Motion (2021-GC-53) beantragen Grossrat Nicolas Bürgisser und Grossrätin Chantal Pythoud-Gaillard, die Regel zu ändern, wonach die Mitglieder des Staatsrates ihr Amt antreten, sobald sie vereidigt sind. Diese Regel schafft laut ihnen Schwierigkeiten, weil sie nur eine kurze Zeit gewährt, um den Übergang sicherzustellen. Sie schlagen daher vor, die kantonale Gesetzgebung so anzupassen, dass die Amtszeit der Mitglieder des Staatsrats am 1. Januar nach den allgemeinen Wahlen beginnt und am 31. Dezember nach den folgenden allgemeinen Wahlen endet.

### 1.2. Die Arbeiten

Angesichts der Tatsache, dass die Frage des Endes der Amtszeit seiner Mitglieder fast in jeder Legislaturperiode debattiert wird, die in Artikel 11 SVOG gewählte Lösung mehrfach kritisiert wurde und die Verschiebung des Beginns der Amtszeit der Mitglieder des Staatsrats auf den 1. Januar den Übergang effektiv erleichtern würde, spricht sich der Staatsrat für die Motion aus. Er beantragt, dass die Frage für die Oberamtmänner gleich geregelt wird. Damit die vorgeschlagene Änderung schnell in Kraft treten kann und bereits für die nächste Legislaturperiode gilt, beantragt er, ihr direkt Folge zu leisten.

Im Entwurf werden auch einige von einander abhängige Fragen im Zusammenhang mit dem Übergang zwischen zwei Legislaturperioden behandelt, nämlich das Datum, an dem die Oberamtmänner ihr Amt antreten, den Zeitpunkt der Verabschiedung des Regierungsprogramms und des Finanzplans und das Verfahren für die Verteilung der Direktionen nach einer Wahl. Mit seiner Ausarbeitung wurde das Amt für Gesetzgebung beauftragt. Aufgrund der Fristen, die eingehalten werden müssen, damit er rechtzeitig verabschiedet werden kann, war es unmöglich, ihn in die Vernehmlassung zu geben. Zur Frage, welche die Oberamtmänner betrifft, wurde jedoch eine Stellungnahme ihrer Konferenz eingeholt, welche die beantragte Lösung begrüsst.

### 1.3. Wesentliche Elemente des Entwurfs

Mit dem Entwurf werden das Gesetz vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1), das Gesetz vom 6. April 2001 über die Ausübung der politischen Rechte (PRG; SGF 115.1) und das Gesetz vom 20. November 1975 über die Oberamtmänner (SGF 122.3.1) geändert: Materiell geht er, abgesehen davon, dass mit ihm der Motion 2021-GC-53 direkte Folge geleistet wird, auf die folgenden zusätzlichen Punkte ein:

- > In ihm wird ausdrücklich die Frage des Zeitpunkts des Amtsantritts der Oberamtmänner gleich wie für die Mitglieder des Staatsrats geregelt. Derzeit ist in der Gesetzgebung nichts zu diesem Thema vorgesehen. Es ist jedoch wichtig, dass diese Frage klar geregelt wird, insbesondere um sicherzustellen, dass während der Übergangszeit keine Zweifel an der Verantwortung für die öffentliche Ordnung bestehen.
- > In ihm wird der Grundsatz, dass die Verabschiedung des Regierungsprogramms und des Finanzplans der Legislaturperiode gleichzeitig erfolgen muss, aufgehoben, um den zukünftigen Regierungen mehr Flexibilität für eine schnelle Mitteilung der strategischen Absichten des Staatsrats zu Beginn der Legislaturperiode zu geben.
- > Mit ihm wird im SVOG das Verfahren für die Verteilung der Direktionen unter den Mitgliedern des Staatsrats nach einer Wahl formal geregelt. Da diese Verteilung ab

der Wahl besprochen wird, obwohl die Mitglieder noch nicht im Amt sind, sollten die dafür geltenden Regeln näher festgelegt werden.

## 1.4. Auswirkungen des Entwurfs

Dieser Entwurf hat keine finanziellen und personellen Auswirkungen.

Ausserdem hat er offensichtlich keinen Bezug zu Fragen der nachhaltigen Entwicklung und zur Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden.

Er ist auch mit höherem Recht vereinbar. Weder das Bundes- noch das Europarecht werden von diesen Fragen betroffen. Zudem beschränkt sich die Kantonsverfassung darauf, die allgemeine Dauer der Legislaturperiode und die Anzahl der Amtsperioden der Mitglieder des Staatsrates zu regeln (Art. 106 Abs. 3 KV), befasst sich aber überhaupt nicht mit der Frage des Amtsantritts der Behördenmitglieder und auch nicht mit der Organisation der Verwaltung in Direktionen; sie gibt daher dem Gesetzgeber volle Freiheit, diese Fragen zu regeln. Schliesslich befassen sich die Artikel 101 und 112 KV zwar gemeinsam mit Fragen des Regierungsprogramms und des Finanzplans, verlangen aber nicht ausdrücklich Gleichzeitigkeit.

## 2. Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln

### 2.1. Änderungen des SVOG

#### *Artikel 3*

Derzeit wird in Artikel 3 Abs. 1 Bst. b bestimmt, dass der Staatsrat «die staatliche Tätigkeit plant, insbesondere indem er für jede Legislaturperiode gleichzeitig ein Regierungsprogramm und einen Finanzplan verabschiedet, die er dem Grossen Rat zur Kenntnisnahme unterbreitet». In den vorhergehenden Legislaturperioden legte der Staatsrat sein Regierungsprogramm und seinen Finanzplan gegen Ende des ersten Jahres der Legislaturperiode vor, nachdem der Voranschlag für das zweite Jahr verabschiedet worden war.

Natürlich hat der Staatsrat nicht die Absicht, die politischen Prioritäten der Legislaturperiode von den finanziellen Möglichkeiten des Staates abzukoppeln. Die Arbeiten am Regierungsprogramm und am Finanzplan werden weiterhin eng miteinander verbunden sein. Er war jedoch der Meinung, dass es strategisch sinnvoll wäre, seine politischen Absichten für die Legislaturperiode früher zu kommunizieren, wenn möglich in der ersten Hälfte des ersten Jahres.

Um dieses Ziel zu erreichen, muss die Möglichkeit bestehen, in zwei Stufen vorzugehen: zuerst ein Regierungsprogramm mit den Grundzügen und Zielen des Finanzplans, die dem Grossen Rat beispielsweise in der Junisession überwiesen

werden könnten; und dann in einem zweiten Schritt der eigentliche Finanzplan. Im Entwurf wird daher beantragt, den Begriff «gleichzeitig» zu streichen.

Es ist zu beachten, dass die Streichung des Wortes «gleichzeitig» nicht automatisch bedeutet, dass das in den vorangehenden Zeilen vorgeschlagene Verfahren eingehalten wird. Aber diese Streichung gibt dem Staatsrat mehr Flexibilität, da er seine Absichten für die Legislaturperiode früher beschliessen und mitteilen kann, wenn er es wünscht, ohne dass er verpflichtet ist, bis dahin die endgültige Fassung des Finanzplans verabschiedet zu haben.

#### *Artikel 11*

Artikel 11 Abs. 2 wird dahingehend geändert, dass der Amtsantritt der Mitglieder des Staatsrates auf den ersten Tag des Monats fällt, der auf ihre Vereidigung folgt. Diese Regel gilt in erster Linie für den neuen Staatsrat, der sein Amt nach einer allgemeinen Wahl antritt; das bedeutet, dass der Beginn der Amtszeit auf den 1. Januar des ersten Jahres der Legislaturperiode verschoben wird, wodurch sich die Übergangszeit gegenüber der jetzigen Situation um etwa zwei bis drei Wochen verlängert. Die Regel gilt aber auch bei einem Amtsantritt im Lauf der Legislaturperiode, im Falle einer Ergänzungswahl; auf diese Weise wird die Situation umfassend geklärt und jegliche Diskussion vermieden.

#### *Artikel 47*

Die Artikelüberschrift von Artikel 47 wird geändert, da ein neuer Artikel zum gleichen Thema hinzugefügt wird. Artikel 47 gilt für alle Situationen der Verteilung, unabhängig davon, ob sie sich aus einer Wahl oder einem anderen Ereignis ergeben. Der materielle Inhalt des Artikels bleibt unverändert.

#### *Artikel 47a*

Es wird ein neuer Artikel eingefügt, der ausdrücklich das Verfahren für die Verteilung der Direktionen nach einer Wahl regelt.

In der Praxis werden die Direktionen meist direkt nach der Wahl verteilt, obwohl die neu gewählten Mitglieder noch nicht im Amt sind. Um sicherzustellen, dass dieses Vorgehen keine Probleme aufwirft, enthält der Entwurf spezifische Bestimmungen, die sich zum Teil an der Genfer Gesetzgebung orientieren und in denen auch den Begriff «neu konstituierter Staatsrat» verwendet wird: er bezeichnet den Staatsrat in seiner neuen Zusammensetzung nach der Wahl, der aber noch nicht im Amt ist.

In Absatz 1 wird bestimmt, dass die Mitglieder des neu konstituierten Staatsrats unverzüglich zusammenkommen, um die Verteilung zu organisieren. Im Falle einer allgemeinen

Wahl ist es der neue Staatsrat; im Falle einer Ersatzwahl der amtierende Staatsrat, von dem das/die ausscheidende/n Mitglied/er natürlich ausgeschlossen ist/sind, dem aber das/die neu gewählte/n Mitglied/er hinzugefügt wird/werden. Dabei werden sie von der Staatskanzlei unterstützt.

In Absatz 2 wird die Frage des Vorsitzes bei den Rekonstituierungsgesprächen nach einer allgemeinen Wahl geregelt. Es wird bestimmt, dass die amtierende Vizepräsidentin oder der amtierende Vizepräsident den Vorsitz übernimmt, sofern sie oder er wiedergewählt wurde. Diese Regel stützt sich auf die Tatsache, dass dieses Mitglied Präsidentin oder Präsident wird, sobald der Staatsrat sein Amt antritt, und dass es daher gerechtfertigt ist, dass sie oder er den Vorsitz bei der Verteilung führt.

In Absatz 3 wird bestimmt, dass der Vorsitz der Rekonstituierungsgespräche den üblichen Regeln folgt, wenn die Verteilung nach einer Ergänzungswahl stattfindet. Grundsätzlich leitet also die Präsidentin oder der Präsident des Staatsrates die Diskussion; aber die Vizepräsidentin oder der Vizepräsident führt den Vorsitz, wenn die Vakanz, die zur Ergänzungswahl führte, den Sitz des der Präsidentin oder des Präsidenten betrifft, und die oder der Amtsälteste, wenn die Vakanz, die zur Ergänzungswahl führte, sowohl den Sitz der Präsidentin oder des Präsidenten als auch der Vizepräsidentin oder des Vizepräsidenten betrifft.

In Absatz 4 wird festgelegt, dass die Verteilung formell nach dem Amtsantritt des neu konstituierten Staatsrats beschlossen wird, dass sie aber der Öffentlichkeit mitgeteilt werden kann, sobald sie bekannt ist. Damit soll die Transparenz erleichtert werden.

## 2.2. Änderung des PRG

Der Wortlaut von Artikel 94 Abs. 5 PRG wird geändert, um den Geltungsbereich dieser Bestimmung klarzustellen. In diesem Absatz wird der Amtsantritt der gewählten Personen davon abhängig gemacht, dass sie vereidigt worden sind, aber nicht bestimmt, dass die gewählten Personen ihr Amt zum Zeitpunkt ihrer Vereidigung antreten. Die Frage nach dem Zeitpunkt des Amtsantritts wird in der Spezialgesetzgebung geregelt. In dieser wird die Frage ausdrücklich für die Mitglieder des Grossen Rates (Art. 47 Abs. 1 des Grossratsgesetzes), für die Mitglieder des Staatsrates (siehe oben), für die Mitglieder der Gemeinderäte (Art. 57 Abs. 4 des Gesetzes über die Gemeinden) und in Zukunft auch für die Oberamt-männer (siehe unten) geregelt.

## 2.3. Änderung des Gesetzes über die Oberamt-männer

Artikel 4 Abs. 1 des Gesetzes wird dahingehend geändert, dass der Oberamt-mann vom Staatsrat vereidigt wird, sobald *der Grosse Rat seine Wahl bestätigt hat*. Diese Klarstellung muss im Zusammenhang mit dem neuen Absatz 1a gelesen werden, in dem bestimmt wird, dass der Oberamt-mann sein Amt am ersten Tag des Monats antritt, der auf seine Vereidigung folgt.

Bei allgemeinen Wahlen muss sichergestellt werden, dass der Oberamt-mann sein Amt am ersten Januar des Folgejahres antritt, zur gleichen Zeit wie der neu gewählte Staatsrat. Es ist daher notwendig, den Zeitpunkt der Vereidigung der Oberamt-manns genau zu bestimmen, denn er wird derzeit nicht in der Gesetzgebung festgelegt.

Aus Artikel 4 Abs. 1 im neuen Wortlaut ergibt sich, dass zwangsläufig der bis zum 31. Dezember amtierende Staatsrat diese Vereidigung vornehmen muss, da der neu konstituierte Staatsrat noch nicht im Amt ist. Dies stellt eine Änderung der Praxis und eine kleine symbolische Unannehmlichkeit dar, wie die Oberamt-männerkonferenz festgestellt hat. In der Praxis spricht jedoch nichts dagegen, dass der scheidende Staatsrat die neu gewählten Mitglieder des Staatsrats zu dieser Zeremonie einlädt.

---

**Loi modifiant la date d'entrée en fonction des membres  
du Conseil d'Etat et des préfets**

du...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –  
Modifié(s): 115.1 | **122.0.1** | 122.3.1  
Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu les articles 106 al. 2 et 3 et 136 al. 2 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu le message 2021-CE-185 du Conseil d'Etat du 15 juin 2021;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**I.**

L'acte RSF 122.0.1 (Loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA), du 16.10.2001) est modifié comme il suit:

**Art. 3 al. 1**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat conduit la politique et dirige les affaires publiques du canton, en accomplissant notamment les tâches suivantes:

- b) (*modifié*) il planifie les activités de l'Etat, notamment en adoptant un programme gouvernemental et un plan financier de législature qu'il transmet au Grand Conseil pour que celui-ci en prenne acte;

**Gesetz zur Änderung des Datums des Amtsantritts  
der Mitglieder des Staatsrats und der Oberamtspersonen**

vom...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: 115.1 | **122.0.1** | 122.3.1  
Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Artikel 106 Abs. 2 und 3 und 136 Abs. 2 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

nach Einsicht in die Botschaft 2021-CE-185 des Staatsrats vom 15. Juni 2021;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

Der Erlass SGF 122.0.1 (Gesetz über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG), vom 16.10.2001) wird wie folgt geändert:

**Art. 3 Abs. 1**

<sup>1</sup> Der Staatsrat führt die Politik und leitet die öffentlichen Angelegenheiten des Kantons, indem er insbesondere:

- b) (*geändert*) die staatliche Tätigkeit plant, insbesondere indem er für jede Legislaturperiode ein Regierungsprogramm und einen Finanzplan verabschiedet, die er dem Grossen Rat zur Kenntnisnahme unterbreitet;

**Art. 11 al. 2** (modifié)

<sup>2</sup> Ils entrent en fonction le premier jour du mois suivant leur assermentation.

**Art. 47**

Répartition des Directions – Principes (*titre médian modifié*)

**Art. 47a** (nouveau)

Répartition des Directions – Procédure en cas d'élection

<sup>1</sup> A la suite d'une élection, les membres du Conseil d'Etat nouvellement constitué se réunissent à bref délai pour organiser la répartition des Directions et des suppléances. Ils disposent à cet effet de l'assistance de la Chancellerie d'Etat.

<sup>2</sup> Lorsque la répartition fait suite à une élection générale, la séance est présidée par le vice-président ou la vice-présidente en fonction, à condition que cette personne ait été réélue. A défaut, la présidence est assurée par le doyen ou la doyenne de fonction; au besoin, l'article 16 sur la préséance est applicable.

<sup>3</sup> Lorsque la répartition fait suite à une élection complémentaire, la présidence de la séance est régie par les règles ordinaires (art. 22 et 24).

<sup>4</sup> La répartition des Directions et des suppléances est arrêtée formellement après la prise de fonction du Conseil d'Etat nouvellement constitué. Elle peut toutefois être communiquée au public dès qu'elle est connue.

## II.

### 1.

L'acte RSF 115.1 (Loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), du 6.4.2001) est modifié comme il suit:

**Art. 94 al. 5** (modifié)

<sup>5</sup> Les personnes élues ne peuvent pas entrer en fonction avant leur assermentation.

**Art. 11 Abs. 2** (geändert)

<sup>2</sup> Sie treten ihr Amt am ersten Tag des Monats an, der auf ihre Vereidigung folgt.

**Art. 47**

Zuteilung der Direktionen – Grundsätze (*Artikelüberschrift geändert*)

**Art. 47a** (neu)

Zuteilung der Direktionen – Verfahren bei einer Wahl

<sup>1</sup> Nach einer Wahl treten die Mitglieder des neu konstituierten Staatsrates unverzüglich zusammen, um die Zuteilung der Direktionen und die Stellvertretungen zu organisieren. Dabei werden sie von der Staatskanzlei unterstützt.

<sup>2</sup> Folgt die Zuteilung auf eine allgemeine Wahl, so wird die Sitzung von der amtierenden Vizepräsidentin oder vom amtierenden Vizepräsidenten geleitet, sofern sie oder er wiedergewählt wurde. Andernfalls hat das amtsälteste Mitglied den Vorsitz; wenn nötig gilt Artikel 16 über die Rangfolge.

<sup>3</sup> Folgt die Zuteilung auf eine Ergänzungswahl, so richtet sich die Leitung der Sitzung nach den ordentlichen Vorschriften (Art. 22 und 24).

<sup>4</sup> Die Zuteilung der Direktionen und der Stellvertretungen wird nach dem Amtsantritt des neu konstituierten Staatsrates formal beschlossen. Sie kann der Öffentlichkeit jedoch mitgeteilt werden, sobald sie bekannt ist.

## II.

### 1.

Der Erlass SGF 115.1 (Gesetz über die Ausübung der politischen Rechte (PRG), vom 6.4.2001) wird wie folgt geändert:

**Art. 94 Abs. 5** (geändert)

<sup>5</sup> Die gewählten Personen können ihr Amt nicht vor der Vereidigung antreten.



## 2.

L'acte RSF 122.3.1 (Loi sur les préfets, du 20.11.1975) est modifié comme il suit:

**Art. 4 al. 1** (modifié), **al. 1a** (nouveau)

<sup>1</sup> Le préfet est assermenté par le Conseil d'Etat dès que le Grand Conseil a validé son élection.

<sup>1a</sup> Il entre en fonction le premier jour du mois suivant son assermentation.

## III.

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

## IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

## 2.

Der Erlass SGF 122.3.1 (Gesetz über die Oberamt männer, vom 20.11.1975) wird wie folgt geändert:

**Art. 4 Abs. 1** (geändert), **Abs. 1a** (neu)

<sup>1</sup> Der Oberamtmann wird durch den Staatsrat vereidigt, sobald der Grosse Rat seine Wahl validiert hat.

<sup>1a</sup> Er tritt sein Amt am ersten Tag des Monats an, der auf seine Vereidigung folgt.

## III.

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

## IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.